

## Bureau du 30 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le trente avril à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

### Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente

THOMAS Gil, 1<sup>er</sup> Vice-président

BERTHIER Marie-Pierre, 4<sup>ème</sup> Vice-présidente

DEAGE Joseph, 5<sup>ème</sup> Vice-présidente

LEI Josiane, Présidente CCPEVA

TRABICHET Yannick, Présidente CCHC

DENNE Jean-Claude

### Absents/excusés :

MUTILLOD Christophe, 2<sup>ème</sup> Vice-président

CHESSEL Pascal, 3<sup>ème</sup> Vice-président

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

COLOMER Gérard

Secrétaire de séance : Joseph DEAGE

Nombre de délégués membres du Bureau : 11 délégués

Date de convocation : 23 avril 2025

Point n°2 – Modification du tableau des effectifs du SIAC – évolution d'un poste dans le cadre d'un avancement de grade

---

Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente du SIAC, propose de faire évoluer le cadre d'emploi du poste d'accueil/secrétariat/affaires générales du SIAC, poste de catégorie C : adjoint administratif.

Ce poste est actuellement pourvu par un agent titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe qui peut prétendre à l'avancement au grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe compte tenu de son déroulement de carrière, en catégorie C. Cette évolution s'inscrit en cohérence avec l'évolution des missions et les responsabilités attachées à ce poste et motivent donc ce changement de grade au sein du cadre d'emploi.

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Considérant l'évolution des missions et responsabilités attachées à ce poste qui motivent cette évolution du grade au sein du cadre d'emploi d'adjoint administratif qui reste inchangé,

Après en avoir débattu, Le Bureau Syndical du SIAC :

Envoyé en préfecture le 05/05/2025

Reçu en préfecture le 05/05/2025

Publié le

ID : 074-257402560-20250430-D20\_AVRIL2025-DE

S<sup>2</sup>LOW

- **DE FAIRE EVOLUER** le cadre d'emploi du poste d'agent d'accueil, grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe,
- **DE VALIDER** le tableau des effectifs ci-dessous, suite à cette modification.

CADRE D'EMPLOI	GRADE	EFFECTIF	TEMPS TRAVAIL	INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES
DGS	DGS	1	35h	-Directeur
Attaché	Attaché principal	1	35h	
Attaché	Attaché	4	35h	- Responsable du pôle politiques contractuelles - Chargée de mission marketing touristique Geoparc - Médiatrice scientifique Geoparc actions pédagogiques - Urbaniste en animation territoriale et observation
Ingénieur	Ingénieur Principal	2	35 h	- Responsable du pôle Geoparc Chablais - Directeur Technique GEMAPI
Ingénieur	Ingénieur	4	35h	- Chargé des programmes et projets de gestion, de restauration et de valorisation des cours d'eau et zones humides - Chargé des ouvrages de protection et des projets structurants - Chargé de mission filière bois/forêt - Chargé de coordination du bassin versant des Dranses et Est lémanique
Rédacteur	Rédacteur Principal de 2ème classe	1	35 h	Responsable comptable - RH
Rédacteur	Rédacteur	1	35h	- Responsable du pôle Dynamiques Territoriales
Technicien	Technicien Principal 2ème classe	2	35h	- Chargé de communication - Sigiste
Technicien	Technicien	1	35h	- Technicien de rivières
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	35 h	-Secrétariat / accueil / service des assemblées / assistante commande publique
Adjoint administratif	Adjoint administratif	1	28 h	Comptabilité, foncier et secrétariat du service GEMAPI

Le secrétaire de séance,

Joseph DEAGE



La Présidente,

Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2025 et affichage le / /2025

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.